

# Que reste-t-il de l'âme du 5 Juillet ?

**C'était avec une pointe de curiosité que les Algériens attendaient la célébration officielle du cinquantenaire de leur libération. Il faut dire que depuis quelques années, la tradition festive s'était effilochée et que le cœur n'y était plus vraiment. Mais là, d'aucuns pensaient que l'occasion était trop belle pour le régime pour entonner encore une fois la musique de la «famille révolutionnaire» dans un décor grandiose.**

Mais voilà, à part les tonnes de pétards et l'importation des artistes à coups de milliards, rien, mais alors rien de notable ne fut proposé aux Algériennes et Algériens pour vivifier en eux ne serait-ce qu'une mémoire saine des heures de gloire de la libération.

Tout s'est passé comme si ce régime voulait juste faire semblant de fêter une date mais en évitant absolument que les jeunes générations apprennent un peu de leur histoire. Car le moment n'est pas propice à l'encensement des «révolutions». Cela devient trop risqué.

Alors, en dehors d'un faux-semblant, nul acte concret pour commémorer l'indépendance du pays. Pour le pouvoir, il faut laisser tout cela «refroidir». Les sentiments nationalistes et révolutionnaires doivent mourir de leur belle mort. Ceux qui dirigent ce pays veulent la tranquillité pour eux. Alors, ils enseignent au pays l'indifférence, premier stade de l'oubli. Que chacun vaque à son vide, pense à sa survie et laisse tomber tout le reste, c'est-à-dire tout sentiment qui transcende l'individu et le fait adhérer à sa communauté. Ainsi, le pays pourra être distribué, morceau par morceau, aux prédateurs et aux prévaricateurs sans que personne pose de questions.

Le comportement du pouvoir est tout simplement irresponsable. Son égoïsme est tel qu'il organise lui-même la défaite morale du pays.

En réalité, il n'y a plus de morale publique, ni de morale tout court. A force de mensonges, de fausses promesses, de scandales, de trafic des voix, de répression de la vertu et d'encouragement du vice, l'Algérie est arrivée cahin-caha à cette date fatidique du 50<sup>e</sup> anniversaire dans un piteux état.

Ah ? Cinquante années d'indépendance !? Un demi-siècle déjà !?

Mais qu'avons-nous fait de ces cinquante ans ? Et que reste-t-il de Novembre ?

Comme chacun le sait, la Nation algérienne s'est construite sur les fonts baptismaux de la révolution. Désormais, mythe fondateur, le 1<sup>er</sup> Novembre constitue pour l'essentiel le capital symbolique national. Ce capital symbolique est le véritable patrimoine historique, la couronne royale qui doit être transmise de génération en génération pour protéger la mémoire de la souveraineté nationale, de l'identité du peuple, de son indépendance, de son territoire.

Nul doute que le précieux capital aurait dû faire l'objet des attentions ultimes de ceux qui se proclament de cette même génération de Novembre. Cela devait être leur raison existentielle.

Depuis 1962, les pouvoirs successifs et néanmoins semblables ont toujours justifié leur choix, leurs politiques, leur légitimité en s'ornant des oripeaux de la révolution. Mais voilà, 50 ans après, ceux qui dirigent le pays ont tout dépensé. Ils ont consommé le capital symbolique de la nation. Ils s'en sont servis comme d'une somme d'argent qui leur a été léguée, ou pire, qu'ils avaient gagnée au loto. Ils ont dépensé ce trésor national, ce patrimoine indivisible appartenant à tous les Algériens d'hier, d'aujourd'hui et de demain, comme ils l'ont voulu.

Depuis longtemps déjà, les Algériens étaient fatigués d'entendre leurs dirigeants leur parler hypocritement de la révolution, des chouchou, des moudjahidine et des ayants droit. Mais apparemment, ils étaient encore loin du compte. Depuis plusieurs années, le comportement de l'Etat en



Photo : DR

général vis-à-vis des citoyens transmet le message suivant : le 1<sup>er</sup> Novembre n'est qu'un alibi pour que nous restions au pouvoir ! Et si pour cela il faut consommer tout le capital symbolique de la nation, nous le ferons.

Ces gens ont pris sciemment le risque que demain, les jeunes générations confondent entre valeurs du 1<sup>er</sup> Novembre et non-valeurs du FLN actuel, entre l'imposture d'aujourd'hui et le combat d'hier, entre les fausses convictions actuelles et le patriotisme

Par Soufiane Djilali\*  
jiljadid@gmail.com

d'hier. Voilà où se niche le plus grand danger ! Lorsqu'on fait l'amalgame du scandaleux 10 mai avec le sacré 1<sup>er</sup> Novembre ne sommes-nous pas sur cette pente ?

En fait, l'Algérie ne cesse de surprendre, d'étonner, d'inquiéter et de se morfondre... Pour les observateurs les plus avertis, elle entre trop difficilement dans les grilles de lecture habituellement si commodes pour identifier, cerner et classer un pays. Le pouvoir a tellement brouillé les éléments de base qui fondent une lecture politique classique qu'elle est devenue incompréhensible. Toutes les sciences prédictives réunies semblent incapables de déceler la moindre logique de conduite.

Comme une entité erratique, le pays donne cette impression de déconnexion totale du monde environnant, d'être détaché des règles et des normes universelles, flottant dans un espace sans références. Plus personne ne semble conduire ce vaisseau spatial perdu dans l'immensité du vide et de l'apesanteur.

Personne ne sait si l'Algérie est un pays dictatorial, démocratique, populiste ou tout à la fois ou alors rien à la fois ! Personne n'arrive à se faire une idée précise si notre gouvernance est le résultat d'une volonté ou au contraire de son absence ; à savoir si nos dirigeants sont de ce monde-ci ou alors s'ils appartiennent à un univers d'ailleurs...

Un Président absent mais dont l'ombre est devenue trop pesante, un parti historique abîmé, déchiqueté et perverti, une Assemblée mal-élue et inutile, un gouvernement sans gouvernail, une opposition historique qui, à force d'appeler au nihilisme, est devenue subitement victime d'elle-même... toutes les règles s'anéantissent, tout semble partir en fumée... la débandade se généralise.

L'Etat est devenu un puissant et inusable générateur de désordre...

S. D.

\*Président de Jil Jadid.

## Lettre ouverte à Abdenebi Senouci Bereksi, maire de Tlemcen

**Vous avez certainement appris que la mairie de Montpellier, jumelée à votre ville depuis mai 2009, a décidé de mettre en œuvre le même jumelage avec la ville palestinienne de Bethleem. La cérémonie de jumelage a eu lieu à Bethleem puis à Montpellier en présence de Victor Batarseh, maire de Bethleem.**

Cette initiative digne et courageuse rompait à Montpellier avec les discours et les pratiques hostiles aux Palestiniens qui avaient longtemps été ceux de l'ancien maire de la ville, Georges Frêche, celui-ci refusant ostensiblement de recevoir M<sup>me</sup> Leïla Shahid, représentante officielle de l'Autorité palestinienne en France, tout en affichant une attitude pro-israélienne invariable, politiquement et moralement contestable.

Le jumelage avec Tlemcen était aussi une rupture avec les orientations de l'ancien maire, celui-ci ayant interdit à Montpellier la célébration de l'Année de l'Algérie en 2003 et interdit l'utilisation d'une salle municipale pour une conférence publique d'Henri Alleg. Pour ce qui concerne le jumelage avec Bethleem, Mme Mandroux, maire de Montpellier, s'était engagée auprès du Collectif Palestine à déployer le drapeau palestinien à la Maison des relations internationales et à l'hôtel de ville à côté des drapeaux de toutes les autres villes jumelées avec la ville de Montpellier, sans discrimination aucune.

Malheureusement, Mme Héléne Mandroux, maire de Montpellier, a renié dernièrement ses engagements en décidant que le drapeau palestinien n'avait pas de fondement juridique et qu'il n'était plus question qu'il soit déployé à Montpellier. Or, ce brusque retour d'opinion n'est pas l'effet du

hasard puisqu'il survient après la conférence de presse donnée à Montpellier le 5 juin 2012 par Richard Prasquier, actuel président du CRIIF (Conseil représentatif des institutions juives de France). M. Prasquier a dit, entre autres : «Hisser ce drapeau devant la mairie serait maladroit, c'est aller au-delà de ce que la communauté internationale, par l'ONU, a décidé de faire.»

Au moment où l'ONU discute officiellement de l'admission prochaine de la Palestine, au moment où l'Unesco, agence de l'ONU, déploie le drapeau palestinien, les arguments de M. Prasquier ressemblent étrangement à ceux de la droite dure israélienne et ne peuvent être assimilés à autre chose qu'une diatribe belliqueuse d'une diaspora déboussolée qui dépasse toutes les limites de la surenchère et du chantage.

Vous êtes, Monsieur le Maire de Tlemcen, l' élu local d'un pays qui a tant fait pour que la cause palestinienne reçoive l'écho nécessaire dans le concert des nations et c'est à Alger, précisément, que le Conseil national palestinien a déclaré l'avènement historique de l'Etat palestinien le 15 novembre 1988.

Vous ne pouvez pas vous exonérer d'un tel poids symbolique au moment où une ville palestinienne, jumelée comme votre ville avec Montpellier, se voit refuser son drapeau.

Vous ne pouvez pas participer à la fête des villes jumelées à Montpellier en septembre 2012, alors que votre collègue de Bethleem se voit refouler abusivement aux frontières de la souveraineté et de la dignité.

Vous êtes aussi l' élu d'un peuple qui a marqué le siècle passé pour avoir mené l'une des batailles anticoloniales les plus éclatantes, ouvrant la voie à la décolonisation. Vous ne pouvez donc ignorer ce dont souffre un peuple encore confronté à l'horreur du système colonial. Comment imaginer

qu'une délégation officielle algérienne vienne parader à la fête des jumelages à Montpellier si l'on sait d'ores et déjà que nos amis palestiniens seront encore une fois stigmatisés ?

C'est pourquoi, vous vous honoreriez à demander dès à présent des explications officielles à Mme Héléne Mandroux, maire de Montpellier, à propos de l'humiliation qu'elle entend faire subir au maire de Bethleem et, partant, à tout le peuple palestinien.

Vous pourriez également prendre contact avec Victor Batarseh, maire de Bethleem, dont je vous indique le courriel : info@bethlehem-city.org.

Cette situation intolérable faite de pressions insidieuses ou explicites de divers acteurs de la vie politique française locale ou nationale est de nature à justifier la suspension de votre jumelage puisque la ville de Tlemcen, dont le jumelage avec Montpellier a été agréé par le ministère des Affaires étrangères, n'a pas vocation à cautionner directement ou indirectement des attitudes politiques qui ne sauraient être admises ni par les autorités officielles algériennes ni par les institutions de la communauté internationale.

Les associations qui se mobilisent actuellement à Montpellier et sa région n'accepteront pas de rester silencieuses ou complices si la cérémonie des fêtes du jumelage devait se dérouler en l'état.

Veillez agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mon profond respect.

Bachir Dahak,  
Juriste, militant associatif

Copie au wali de Tlemcen.

Copie au recteur de l'Université de Tlemcen.

Copie au consul d'Algérie à Montpellier